Pressespiegel = Reflets de presse

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association Suisse des Electriciens, de l'Association des Entreprises électriques suisses**

Band (Jahr): **70 (1979)**

Heft 12

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Pressespiegel – Reflets de presse

Diese Rubrik umfasst Veröffentlichungen (teilweise auszugsweise) in Tageszeitungen und Zeitschriften über energiewirtschaftliche und energiepolitische Themen. Sie decken sich nicht in jedem Fall mit der Meinung der Redaktion.

Cette rubrique résume (en partie sous forme d'extraits) des articles parus dans les quotidiens et périodiques sur des sujets touchant à l'économie ou à la politique énergétiques sans pour autant refléter toujours l'opinion de la rédaction.

Le chauffage «tout électrique» plaide non coupable!

Le chauffage électrique intégré aux locaux – dit aussi chauffage «tout électrique», ou encore chauffage à résistances – est considéré actuellement par les opposants à l'énergie nucléaire comme un véritable bouc émissaire. En cherchant à interdire ce mode de chauffage et en lui opposant notamment les pompes à chaleur, ils espèrent entraver la construction de nouvelles centrales atomiques. Ayant une certaine expérience quant à ces deux modes de chauffage, nous pensons qu'il est bon de remettre l'église au milieu du village.

Le chauffage électrique n'offre effectivement pas la remarquable propriété des thermopompes de pouvoir tirer de la chaleur gratuite de l'environnement. Si ces machines sont très intéressantes pour la production de chaleur et aussi de froid dans les grands immeubles, leurs performances économiques et techniques ne sont en général pas suffisantes actuellement pour qu'elles puissent s'imposer pour les petits immeubles, qui constituent le domaine typique d'application du chauffage tout électrique.

Le bilan du chauffage électrique comparativement au chauffage à mazout

Pour juger de l'intérêt du chauffage électrique dans les petits immeubles, il faut le comparer au chauffage central à mazout, qui est le seul avec lequel il entre normalement en compétition.

Le rendement des petites installations à mazout est faible. Si celui d'une chaudière neuve, bien réglée et fonctionnant à pleine charge, dépasse 80 %, le rendement global moyen d'une installation au cours de sa durée de vie est généralement inférieur à 50 %. Il faut effectivement prendre en considération, non seulement les pertes par la cheminée, mais aussi celles par rayonnement de la chaudière et des tuyauteries dans les caves, par la surchauffe des locaux (en relation avec l'absence ou l'inertie du réglage de température des radiateurs à eau) et par le fonctionnement par tout ou rien du brûleur.

Pour bien comprendre cet écart entre les performances théoriques d'une chaudière et la réalité, il faut se rappeler que les chaudières sont calculées pour une température extérieure d'environ —10 °C, alors qu'elles fonctionnent presque toujours à une température beaucoup plus haute, en moyenne +5 °C pour l'hiver, ce qui est défavorable pour le rendement.

En été, lorsque la chaudière ne fournit plus que de l'eau chaude sanitaire, le rendement peut même tomber à 10–20 %. Avec le chauffage tout électrique, le courant est normalement transformé en chaleur dans les locaux mêmes à chauffer. Donc, pour l'utilisateur, chaque kilowattheure payé pour son chauffage fournit au bon endroit 100 % de son énergie sous forme de chaleur. Avec le chauffage central au mazout, c'est généralement moins de la moitié de son énergie qui aboutit sous forme de chaleur dans les locaux à chauffer.

Si l'on se place non plus sur le plan de l'utilisateur, mais sur le plan national, il faut aussi prendre en considération les diverses pertes entre les énergies brutes (dites primaires), et les énergies qui en découlent, au stade final de la vente aux utilisateurs.

Pour l'électricité, il faut tenir compte des pertes de transport et de distribution – de l'ordre de 8 à 10 % – ainsi que des rendements des centrales de production, qui sont différentes selon qu'il s'agit d'usines hydro-électriques, ou thermiques classiques, ou nucléaires.

Pour le mazout il faut aussi tenir compte des pertes dans les raffineries et dans les transports jusqu'aux lieux d'utilisation. Le chiffre à prendre en considération pour le rendement de la production d'électricité est très discutable. On pourrait utiliser le rendement global moyen de la production suisse d'électricité, actuellement de 62 % et qui pourrait passer à environ 45 % en l'an 2000, avec l'accroissement possible du rôle de l'énergie nucléaire. On peut aussi affirmer que la plus grande partie de l'électricité absorbée par le chauffage sera d'origine atomique, d'où alors un chiffre d'environ 34 %. Si l'on retient cette dernière valeur, on aboutit finalement à un rendement global moyen du chauffage électrique de l'ordre de 30 %, contre 40 à 50 % pour celui du chauffage à mazout pour des installations de petite taille (maisons familiales, etc.). Il est possible que ces rendements globaux du chauffage à mazout soient améliorés avec les progrès de la technique; d'autre part celui des chauffages électriques alimentés par des centrales nucléaires pourrait aussi augmenter avec les nouvelles conceptions d'usines atomiques.

La comparaison des rendements n'est toutefois significative que si les besoins en chaleur d'un logement donné sont les mêmes avec les deux énergies. Pour cela, il faut tout d'abord que la précision ainsi que la rapidité du réglage de température soient identiques dans les deux cas. Avec les radiateurs électriques à faible inertie thermique et la régulation automatique par local, on réduit les montées de température dues au rayonnement du soleil, au fonctionnement d'appareils domestiques et à la présence humaine, et l'on utilise mieux cette chaleur gratuite. Avec les radiateurs à eau, l'inertie est plus grande, même s'ils sont munis de vannes de réglage automatiques et les montées de température au-dessus de la valeur de consigne sont plus importantes. On perd finalement plus de chaleur, par dépassement de la température de consigne avec un système à eau qu'avec un système à radiateurs électriques.

Un autre écart dans les besoins de chaleur peut provenir du fait qu'on n'a pas isolé de la même façon dans les deux cas les parois extérieures. Si l'on choisit l'épaisseur de ces isolations en fonction seulement des critères économiques, on est conduit à mieux isoler dans le cas du chauffage électrique que dans celui du chauffage à mazout. La calorie «électricité» étant sensiblement plus chère que la calorie «mazout», d'une part, et, inversement, les investissements pour le chauffage central à mazout d'un petit immeuble étant plus élevés que ceux pour un chauffage tout électrique, on a intérêt à reporter sur un renforcement de l'isolation – avec pour conséquence un gain d'énergie – les économies faites sur le coût de l'installation de chauffage, dans le cas du tout électrique.

On peut relever encore que le décompte de l'électricité par logement, qui incite l'utilisateur à l'économie, ne pose pas de problème, alors qu'on ne peut pas en dire autant pour le chauffage au mazout des immeubles locatifs.

En définitive, si le rendement global d'un chauffage électrique, alimenté par de l'énergie d'origine nucléaire, est moins bon que celui d'un chauffage au mazout dans le cas de petits immeubles, la consommation d'énergie primaire n'est pas très différente dans les deux cas, les besoins en chaleur étant généralement plus faibles avec le tout électrique.

Gaspillage de l'électricité ou gaspillage du pétrole?

On reproche d'autre part au chauffage électrique de gaspiller une énergie précieuse, parce que polyvalente, en ne lui faisant produire que de la chaleur à 20 °C. A vrai dire c'est parce que l'on dispose de cette énergie précieuse qu'on peut, sans aucune pollution locale, la transformer intégralement en chaleur dans les locaux mêmes à chauffer et régler la température de façon aussi précise et rapide. Il est probable que l'électricité nécessaire sera d'origine nucléaire. Dans ce cas, on aura employé de l'uranium, qui est inutilisable à d'autres fins. On ne peut pas en dire autant du mazout. En le brûlant, non seulement on pollue considérablement l'environnement et l'on contribue à maintenir notre grande

dépendance du pétrole – 76 % pour la Suisse – mais on se prive d'une matière première précieuse pour l'industrie chimique, et cela pour tirer d'une flamme à 1200 °C de la chaleur à 20 °C.

Chauffage électrique et centrales nucléaires

L'affirmation selon laquelle les électriciens favorisent le chauffage tout électrique pour pouvoir construire des centrales nucléaires est fausse. Selon les scénarios du rapport de la Commission fédérale pour la conception globale de l'énergie, le nombre des logements chauffés à l'électricité pourrait aller de 160 000 à 300 000 environ en l'an 2000. La consommation correspondante peut être estimée entre 2,1 et 4 milliards de kWh par an, alors que les centrales nucléaires en service actuellement ou ayant déjà obtenu les autorisations de site pourraient produire annuellement environ 36 milliards de kWh.

L'incidence du chauffage électrique sur la construction de nouvelles centrales, qu'elles soient nucléaires ou éventuellement au charbon, serait minime, d'autant plus qu'une bonne partie de l'énergie nécessaire serait soutirée durant les heures à faible consommation.

On peut relever pour finir que le chauffage électrique permet non seulement de mieux employer les équipements de production d'électricité, mais aussi ceux de transport et tout particulièrement ceux de la distribution qui desservent de toute façon chaque immeuble. C'est dans l'intérêt bien compris de chacun, utilisateurs, distributeurs et de l'ensemble de l'économie suisse.

Conclusion

Finalement on peut affirmer qu'en attendant la maturité technique et économique des pompes à chaleur, des capteurs solaires, du stockage de la chaleur, etc., le chauffage tout électrique des petits immeubles, dans les zones sans chauffage à distance ni réseau de distribution de gaz, a un rôle à jouer, à côté des autres systèmes classiques de chauffage.

La proportion des logements chauffés à l'électricité en 2000 serait modeste – 6 à 11 % des logements selon le rapport de la Commission fédérale de la conception globale de l'énergie – mais non négligeable, en réduisant d'autant la part des chauffages à mazout. L'incidence sur le développement des centrales thermiques nucléaires ou au charbon serait très faible.

Jean Grivat, Ingénieur EPFL

«Le Pays Vaudois», Lausanne, le 15 février 1979

Gösgen nucléaire toujours pas autorisée à fonctionner

Gösgen (SO) (ATS). – La centrale nucléaire «Gösgen-Däniken SA» enregistre journellement une perte de l'ordre de 600 000 à 1 000 000 francs, car l'autorisation de poursuivre les essais d'exploitation n'a pas été accordée par la Confédération. C'est ce que le président d'ATEL (Aare-Tessin Aktiengesellschaft für Elektrizität), E. Trümpy, a déclaré mardi.

Le fonctionnement de la centrale nucléaire occasionne des dépenses de 350 millions de francs en chiffres ronds. 200 employés de la «Deutsche Kraftwerk Union AG», principal entrepreneur, attendent actuellement en compagnie des 200 employés locaux un nouvel engagement. La direction de la centrale relève que ce sont finalement les consommateurs de courant électrique qui supporteront ces pertes. La perte totale est estimée au total à 30 millions.

M. Trümpy a encore précisé les différences fondamentales dans la conception de la sécurité existant à Three Mile Island. A Gösgen le dispositif du premier circuit de refroidissement réduit déjà le danger d'une interruption du refroidissement du cœur du réacteur par suite de formation de vapeur. En outre onze pompes sont en place à Gösgen pour alimenter en eau les chaudières dont chacune pourrait empêcher une panne comme celle survenue aux Etats-Unis. *«La Tribune de Genève», Genève, le 17 mai 1979*

Gösgen: feu vert

Berne (P.-A. S.) – Les essais de mise en service de la centrale de Gösgen furent interrompus à la mi-avril, conformément au programme, alors que 80 % de la puissance nominale avaient été atteints. Les contrôles entrepris à la lumière des expériences de Harrisburg retarderont la reprise de l'exploitation. Mais ces contrôles ayant démontré qu'il n'y avait pas de raison d'arrêter plus longtemps les essais, le chef du Département de l'énergie, le conseiller fédéral Willi Ritschard, a donné son feu vert pour la suite de la procédure de mise en service.

«La Tribune de Genève», Genève, le 1er juin 1979

Neues Bewilligungsverfahren für AKW Inwil

Vor dem Ablauf der am Sonntag mit der Atomgesetzrevision festgesetzten Übergangsordnung (Ende 1983) werden die Centralschweizerischen Kraftwerke kaum ein Gesuch um Erteilung der Rahmenbewilligung für ein Kraftwerk in Inwil beim Bundesrat einreichen. Dies erklärte CKW-Direktor Adolf Gugler den LNN. Die am Wochenende angekündigte Initiative zur «Wahrung der Volksrechte im Bereich der Atomenergie» im Kanton Luzern bezeichnete Gugler als demokratisches Vorgehen.

Im Zusammenhang mit der am Sonntag erfolgten Zustimmung zur Atomgesetzrevision und der angekündigten Volksinitiative, die den Luzerner Stimmbürgern die Mitsprache beim Bau von Atomanlagen sichern will, interessiert der Stand des Verfahrens um ein allfälliges Kernkraftwerk in Inwil.

Im Oktober 1974 hatten die CKW ein Gesuch um Standortbewilligung für ein Kernkraftwerk Inwil eingereicht, nachdem rund 30 ha Land von den CKW erworben und im Sommer 1973 durch eine Gemeindeabstimmung umgezont worden waren. In der im Herbst 1977 abgegebenen Stellungnahme an das Eidgenössische Amt für Energiewirtschaft in Bern bezeichnete die Luzerner Regierung «ein Kernkraftwerk in Inwil für den Raum Luzern als tragbar, sofern den Bedenken und Einwänden stattgegeben wird».

Pläne neu beurteilen?

Wie uns Peter Pfund vom Amt für Energiewirtschaft in Bern erklärte, müssten die CKW gemäss revidiertem Atomgesetz das Bewilligungsverfahren neu einleiten und ein Gesuch um eine Rahmenbewilligung für Standort und Projekt einreichen. Die Luzerner Regierung würde erneut zu einer Stellungnahme zu diesem Gesuch eingeladen.

Keine Angaben konnte der stellvertretende Direktor des Amtes für Energiewirtschaft über die Reihenfolge der Verwirklichung der geplanten Kernkraftwerke machen. Mit der Revision des Atomgesetzes sei gewissermassen eine neue Phase angelaufen. Über den Bau zukünftiger Atomkraftwerke könne erst entschieden werden, wenn die Elektrizitätsgesellschaften das neue Rahmenbewilligungsverfahren durch ein entsprechendes Gesuch einleiteten.

«Inwil erst in den neunziger Jahren»

CKW-Direktor Adolf Gugler betonte auf Anfrage der LNN, dass in Sachen Kernkraftwerk Inwil «auf lange Zeit nichts geschehen wird». Er sage dies nicht etwa, um den Atomkraftwerkgegnern, die jetzt Unterschriften für ihre Initiative sammelten, «den Wind aus den Segeln zu nehmen». Für die Abfolge beim Bau weiterer Atomkraftwerke in der Schweiz bestehe eine koordinierte Planung unter den Elektrizitätsgesellschaften. In dieser Koordination stehe Inwil eindeutig an letzter Stelle, hinter Kaiseraugst, Graben und Verbois. Anderseits bestehe die Möglichkeit, dass nicht alle diese geplanten Anlagen gebaut würden. «Dann ist nicht auszuschliessen, dass Inwil vorgezogen wird. Aber Inwil wird trotzdem frühestens in den neunziger Jahren den Betrieb aufnehmen.»

Direktor Gugler glaubt nicht, dass die CKW in die Lage kommen werden, das in der Übergangsordnung des Atomgesetzes bis 1983 vorgesehene Rahmenbewilligungsverfahren einzuleiten. Für Inwil werde vielmehr jenes Verfahren zur Anwendung gelangen, das nach der jetzt eingeleiteten Totalrevision der Atomgesetzgebung in Kraft treten werde. Wie dieses Bewilligungsverfahren nach 1983 aussehe, sei noch völlig offen. Es sei durchaus möglich, dass die Mitsprache der Bevölkerung in diesen Fragen aufgewertet werde. Überdies akzeptiere er das Vorgehen der Atomkraftwerkgegner im Kanton Luzern, die die Mitsprache des Stimmbürgers mit demokratischen Mitteln zu erreichen suchten.

René Regenass

«Luzerner Neuste Nachrichten», Luzern, 22. Mai 1979

Bad Ragaz: Einsprache einstimmig beschlossen

Bad Ragaz, Tgbl. In der dichtbesetzten evangelischen Kirche des Kurortes Bad Ragaz gab es über die Einsprache der Gemeinde gegen ein Wasserrechtsverleihungsgesuch der Elektrowatt AG an den St. Galler Regierungsrat nicht viel zu diskutieren: die Meinungen waren längst gemacht. Die Bad Ragazer beschlossen einstimmig, die Einsprache zu erheben.

Sie wird nicht die einzige sein: Bereits liegen Einsprachen von Privaten und zahlreichen Vereinigungen büschelweise dort – schliesslich geht es um die Erhaltung einer reizvollen Kur- und Erholungslandschaft. Und das ist «öffentliches Interesse».

«St. Galler Tagblatt», St. Gallen, 19. Mai 1979

Von der wahren und der imaginären Gefahr

Die Gefahr, die Bedrohung, die Angst vor Unglück sind offensichtlich in allen Menschen vorhanden. Das Tückische daran ist, dass man ihre näheren Umstände nicht kennt und offenbar auch nicht kennen kann, weil der Begriff des «Glücks» sowie des «Unglücks» sehr unbestimmt ist. Das «Unglück», zu sterben, mag dem Schwerkranken als Glücksfall erscheinen, und dem griechischen Philosophen schien es «das beste, nie geboren zu werden».

Aber gerade weil wir uns über die wahre Gefährdung keine Vorstellung machen können, ist es relativ leicht, mit imaginären Gefahren die Leute zu beeindrucken. Der Vergleich des einfachen Benzinmotors mit den Atomkraftwerken ist hier ein deutliches Beispiel. Es gab, soviel man weiss, noch nie einen tödlichen Unfall mit irgendeinem Atomreaktor. Dagegen forderte der so harmlose Benzinmotor allein über die letzten Ostertage nur in der Schweiz über ein Dutzend Tote und über hundert in Frankreich. Trotzdem ist der Autoimport letztes Jahr grösser gewesen als je zuvor, und die Motorisierung der Bevölkerung nimmt mit ungebrochener Dynamik zu. Niemand feindet die braven Volkswagen, die stolzen Mercedes, die rassigen Fiat, die tollen BMW an, sondern sie sind nach wie vor des Schweizers liebstes Kind. Die Kühltürme der Atomkraftwerke dagegen sind zu Sinnbildern des bösen technischen Fortschrittes geworden, vor denen man sich politisch bekreuzt. Es geht ja hier nicht darum, für die Atomkraftwerke im Hinblick auf die Abstimmung vom 20. Mai zu weibeln, sondern nur um die Darstellung dieser sonderbaren Schizophrenie der Öffentlichkeit, die noch vor ein paar Jahren die atomare Bewaffnung der Schweizer Armee verlangte und heute einem recht vorsichtigen Atomgesetz schlechte Chancen gibt. Und gleichzeitig werden munter und unverdrossen die Strassen verbreitert und gegrädert, um den Automobilisten auch ja das höchste Tempo zu suggerieren. Die scheuen Versuche, innerorts das Tempo 50 vorzuschreiben, haben in den sogenannten Automobilisten-Kreisen einen Sturm der Entrüstung geweckt, obschon man mit sehr guten Gründen sogar auf 30 oder 40 Stundenkilometer gehen könnte.

Das Auto geht dann immer noch zehnmal schneller als der Fussgänger! So paradox es erscheint, so ist doch an dieser Diskrepanz auch wieder der eidgenössische Zentralismus schuld. Es ist begreiflich, dass die Kantone Basel nicht vor ihrer Nase ein immerhin gefahrenträchtiges Werk haben wollen, wie es heute auch begreiflich geworden ist, dass die Anwohner von Autobahnen sich gegen diese wehren. Aber dadurch, dass man aus diesen Fragen «gesamtschweizerische» machte, hat man zum vorneherein die jeweils Betroffenen in die Minderheit versetzt, um eines angeblichen nationalen Anliegens willen. Dabei ging man von der völlig unbewiesenen Annahme aus, die menschliche Beweglichkeit könne nicht gross genug sein, und alles, was nach Verkehr aussehe, sei von Gutem. Wie dumm diese Auffassung ist, geht aus dem Sprichwort «Zeit ist Geld» hervor. Als ob Zeit nicht unendlich wertvoller wäre! Peter von Roten

«Walliser Bote», Brig, 11. Mai 1979

Nuit explosive pour les responsables de l'atome

Plusieurs attentats ont été commis dans la nuit de lundi à mardi contre des voitures de responsables de l'énergie nucléaire. Ces divers attentats, perpétrés de manière analogue dans les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne, de Saint-Gall, de Soleure et du Tessin, n'ont provoqué que des dégâts. Une autre tentative a par ailleurs échoué à Kusnacht ZH. Une lettre signée de manière anonyme par des «opposants aux centrales nucléaires» et concernant ce dernier attentat est parvenue à l'Agence télégraphique suisse (ATS).

Les deux premiers attentats ont été perpétrés dans le canton d'Argovie. Le premier, à Ennetbaden, était dirigé contre la voiture de M. Pierre Courvoisier, chef de la division pour la sécurité des installations nucléaires à l'Office fédéral de l'économie énergétique. Le second contre celle de M. Ulrich Fischer, directeur administratif de la centrale de Kaiseraugst et directeur chez Motor-Columbus. Les deux voitures ont été complètement détruites.

Dans le canton de Soleure, des inconnus ont mis le feu, à Hägendorf, à la voiture de M. Ernest Trümpy, directeur d'Aar et Tessin, société anonyme d'électricité (ATEL). La voiture ainsi que la propriété de M. Trümpy ont subi des dégâts.

A Locarno, c'est la voiture du conseiller national Giovan Battista Pedrazzini, directeur de la société électrique du Sopraceneri et qui se trouve actuellement en Israël, qui a été détruite par un incendie. Une enquête de la police est en cours.

Des «opposants»

Des dégâts peu importants ont été provoqués par l'attentat contre le garage de la villa d'un membre du conseil d'administration de Motor-Columbus à Arlesheim BL.

Le sixième et dernier attentat a eu pour cible la voiture du conseiller d'Etat saint-gallois Willy Geiger, président du conseil d'administration des Forces motrices du nord-est de la Suisse (NOK). La police cantonale a indiqué, que cet attentat, commis comme tous les autres au moyen d'une bouteille remplie d'essence, n'avait provoqué que des dommages matériels.

Les opposants aux centrales nucléaires avaient déjà perpétré, dans la nuit de samedi à dimanche, un attentat à Zurich contre la voiture de M. Michael Kohn, président du conseil d'administration de Motor-Columbus et président de la Commission fédérale de la conception globale de l'énergie.

Une lettre, signée de manière anonyme par des «opposants aux centrales nucléaires» et se rapportant à l'attentat manqué de Küsnacht ZH, est arrivée mardi à l'Agence télégraphique suisse (ATS) à Berne. On peut notamment lire dans cette lettre: «Après Harrisbourg et après la votation du 20 mai: reprenons les attaques contre le lobby de l'atome afin d'éviter qu'ils sabotent notre vie.» (ats)

«24 Heures», Lausanne, le 24 mai 1979

Energiesparen zum Hochtarif?

Vor einiger Zeit, an einem Donnerstag, führte die Schweizerische Energie-Stiftung (SES) unter dem Patronat von Bundesrat Ritschard in Bern ein öffentliches «Hearing» über die Atomgesetz-Revision durch. Die Teilnehmergebühr für Nichtmitglieder betrug 180 Franken; darin war ein Mittagessen im Berner Kursaal inbegriffen. Mein schriftlicher Protest gegen diese horrende Summe (wozu noch Kosten für Reise und Nachtessen gekommen wären), gegen den Zwang zur Teilnahme an einem energieverschleissenden feudalen Mittagsmahl und gegen die Wahl eines Wochentags, die vielen berufstätigen Interessenten eine Teilnahme zum vorneherein verunmöglichte, wurde von der SES mit folgenden Sätzen beantwortet: «Ihre Einwände verstehen wir sehr gut und bedauern, dass die Tagungskosten nicht kleiner gehalten werden können ... Aus pressetaktischen Gründen musste ein Donnerstag für den Tagungstermin gewählt werden.»

Nach dieser völlig unbefriedigenden Reaktion bleibt die Frage weiterhin gestellt, ob die anerkennenswerten Bestrebungen der SES zum Energiesparen nicht manches von ihrer Glaubwürdigkeit verlieren, wenn sie mit solchen Tarifen und derartigem Energieaufwand verbunden sind. Hansmax Schaub, Glarus

Leserbrief aus «Basler Zeitung», Basel, 30. Mai 1979

Auch Kossygin spricht von der Energiekrise

Prag, 23. Mai. (AP) Der sowjetische Ministerpräsident Alexej Kossygin hat die Notwendigkeit *drastischer Energiesparmassnahmen* und der Einschränkung der Verwendung von Öl für die Treibstoffherstellung zugunsten der chemischen Industrie in den Ostblockländern betont. Sein tschechoslowakischer Kollege *Lubomir Strougal* kündigte unterdessen die baldige Unterzeichnung eines «multilateralen internationalen Abkommens» über den *Kernenergieanlagenbau* mit einer Laufzeit bis 1990 an. Die beiden Regierungschefs sprachen auf einer Festveranstaltung im Kraftwerk Jaslovske Bohumice bei Tyrnau in der Westslowakei.

Kossygin führte aus, die kapitalistische Welt suche unter Schmerzen einen Ausweg aus der Energiekrise. Die Gemeinschaft der sozialistischen Staaten befinde sich hier in einer weit günstigeren Lage. «Doch selbst unsere Länder können nicht umhin, drastische Massnahmen zum Einsparen von Öl und Benzin zu ergreifen.» *«Tages-Anzeiger», Zürich, 25. Mai 1979*

Atome crochu

Un seul non, sec et sonnant, celui du Jura, au milieu du concert des oui, plus ou moins clairement articulés, des 22 autres cantons: la loi révisée sur l'énergie atomique a été plébiscitée. 68 % de oui: manifestement, les auteurs du référendum n'ont pas convaincu ceux qui, voici trois mois, donnaient 49 % des voix à l'initiative antinucléaire, pourtant beaucoup plus restrictive que le nouveau texte.

Déception après l'échec – de justesse – de l'initiative, tiédeur face à une loi de compromis, faiblesse de l'enjeu (puisque la loi sera remplacée en 1983)? L'intérêt a été faible: 36 % de participation, contre les 49 % de février.

A comparer les résultats des deux consultations, on remarque cependant que, dans les grandes lignes, les cantons les plus favorables à l'initiative se montrent plus réservés que les autres face à la loi. Les Romands donnent à cette dernière ses résultats les plus faibles.

Outre-Sarine, les plus hostiles à l'initiative ne se montrent pourtant pas les plus favorables à la loi: le compromis ne satisfait pas entièrement les défenseurs de l'atome. Symétriquement, le plus chaud partisan de l'initiative, Bâle-Ville (69 %) reste tiède: 60 % à la loi.

Dans les 13 autres Etats alémaniques, le compromis helvétique soulève l'enthousiasme de la minorité votante: seuls Uri, Schwyz et Obwald ne lui donnent «que» 64 à 67 % de oui; les dix autres de 70 à 78 %! On est bien rassuré.

Mais encore faut-il savoir ce que l'électeur a voulu dire: en février, il n'a rejeté que de peu une initiative qui aurait eu pour conséquence de bannir l'atome de notre pays. En mai, il accueille très favorablement une loi qui dresse de hauts obstacles sur la route des promoteurs de centrales. L'avenir de Kaiseraugst, Graben et Verbois semblent compromis: la porte n'est pas fermée à l'atome, mais elle n'est qu'entrouverte! J. Pg.

«Tribune-le-Matin», Lausanne, 21 mai 1979

Revidiertes Atomgesetz: Strikte anwenden

Im nachhinein muss man eigentlich fast froh darüber sein, dass gegen das revidierte Atomgesetz das Referendum ergriffen worden ist. Die wuchtige Zustimmung des Souveräns hat nämlich auf den politischen Stellenwert der Gesetzesvorlage einen wesentlichen Einfluss. Sie wird nie isoliert betrachtet werden dürfen, denn die Atomgesetzrevision wurde dem Bürger immer als Gegenvorschlag zur undemokratischen Atominitiative angepriesen, auch wenn dies rein formell natürlich nicht der Fall ist. Bei der Beurteilung fallen das Nein des Kantons Jura – eine kleine Demonstration? – und die knappen Mehrheiten in Genf, Waadt und Tessin kaum ins Gewicht, da alle diese Stände die Atominitiative angenommen haben; ihre Haltung ist also bekannt. Das gesamtschweizerisch knappe Nein zur Atominitiative und das klare Ja zur Verschärfung des Atomgesetzes müssen sicher dazu führen, dass die neuen Bestimmungen strikte angewandt werden. Viel wird von der Zusammensetzung der neuen Energiekommission abhängen, die die entscheidende Frage des Bedarfsnachweises zu beurteilen haben wird. Der Bundesrat hat in seiner Antwort auf eine dringliche Einfache Anfrage eines Parlamentariers ausgeführt, dass die Elektrizitätswirtschaft in der Kommission weder direkt noch indirekt über eine Mehrheitsvertretung verfügen solle. Man müsste aber noch einen Schritt weitergehen und die Kommission soweit wie möglich «entpolitisieren». Ihre Aufgabe ist es, die Frage des Bedarfs so objektiv und sachlich wie möglich zu beurteilen; die politischen Argumente hat sie ausser acht zu lassen. Mit dem Vetorecht des Parlaments ist ja eine Sicherung eingebaut, dass die politischen Momente gebührend berücksichtigt werden.

Wenn von den Behörden verlangt wird, die neuen Vorschriften streng anzuwenden, so ist gleichzeitig darauf hinzuweisen, dass dies nicht nur Kernkraftwerk-Gesellschaften betreffen wird. Es wird auch Auswirkungen auf das Handeln von A-Werk-Gegnern haben. Denn das ganze Bewilligungsverfahren würde zur Farce, wenn zum Beispiel Sondierbohrungen für Lagerstätten radioaktiver Abfälle verhindert werden könnten. Gegen bereits angedrohte «Aktionen» müsste also eingeschritten werden.

Die gestrige Abstimmung ist wohl das Startzeichen zu einer heftigen Diskussion über die Zukunft der Kernenergie. Anhand von eingereichten Projekten werden Behörden und Parlament bald einmal Gelegenheit haben, ihre Vorstellungen zu konkretisieren. Der Fächer reicht von den Vorschlägen der Gesamtenergie-Kommission bis zu einem «politischen Nein» zu weiteren Kernkraftwerken überhaupt. Daneben sind ja bereits neue Atominitiativen angekündigt worden ... Markus Schneider

«Berner Zeitung», Bern, 21. Mai 1979

Keine Denkpause?

(ddp) Die Nationale Koordination der AKW-Gegner hat angekündigt, dass für den Herbst die Lancierung einer neuen Anti-AKW-Initiative vorgesehen ist. In einer Stellungnahme zum Abstimmungsergebnis über das revidierte Atomgesetz meinte die Nationale Koordination der AKW-Gegner, es sei – anders als bei der Atomschutzinitiative – keine Abstimmung für oder gegen Atomanlagen gewesen. Die damaligen 49 Prozent und Harrisburg hätten den Bundesrat gezwungen, das revidierte «Pro-Atomgesetz als verschärftes Atomgesetz zu verkaufen und alle möglichen Versprechungen zu machen». «Nicht diese Niederlage, sondern die 49 %» blieben massgebend, das heisst die «Tatsache, dass eine Mehrheit keine weiteren Atomanlagen» wolle. Die Nationale Koordination macht den Bundesrat schliesslich darauf aufmerksam, dass sie ihn beim Wort nehmen werde, allerdings ohne jede Illusion, sondern «bereit, den direkten Widerstand weiterhin zu organisieren». Bereits in Kürze werde das der Pfingstmarsch nach Leibstadt, Kaiseraugst und Graben deutlich zeigen. *«Zürichsee-Zeitung», Stäfa, 22. Mai 1979*

ASK: Keine Stillegung für Schweizer KKW nötig

Bern, 23. Mai. (DDP) Weil ein Unfall von der Schwere desjenigen im Atomkraftwerk *Three Mile Island bei Harrisburg* (USA) sich in der Schweiz kaum ereignen könnte, besteht für einen Betriebsunterbruch der schweizerischen Kernkraftwerke *Mühleberg, Beznau I* und *II* sowie *Gösgen* zurzeit kein Grund. Zu diesem Schluss kommt ein *Zwischenbericht der Abteilung für die Sicherheit der Kernanlagen (ASK)* des Eidgenössischen Amtes für Energiewirtschaft, der sich im Zusammenhang mit dem Störfall im USA-Kernkraftwerk mit den Verhältnissen in den schweizerischen Kernkraftwerken sowie mit allfälligen Schutzmassnahmen für die Bevölkerung befasst. Wichtigstes Argument für die ASK-Schlussfolgerungen: Das Nicht-wieder-Schliessen des Abblaseventils in Three Mile Island war die Folge technischer Verhältnisse, die *in den Schweizer Werken nicht oder anders gegeben* sind. Zudem gibt es in der Schweiz zusätzliche Sicherheitssysteme und besser trainiertes Bedienungspersonal. Schliesslich erfolgt in der Schweiz die Isolation eines Reaktorgebäudes im Pannenfall automatisch, so dass keine Radioaktivität entweicht. Dennoch sollen die *Sicherheitsvorkehren weiter verbessert werden.*

Der *Bundesrat* hat sich mit dem Zwischenbericht wiederholt befasst und ihn am Mittwoch *verabschiedet* und der Presse zur Verfügung gestellt. Sobald der abschliessende Bericht der ASK vorliegt, soll die Öffentlichkeit darüber eingehend orientiert werden. *«Tages-Anzeiger», Zürich, 25. Mai 1979*

Le barrage de Zeuzier inquiète: trop «turbulent»

Sion – Le barrage de Zeuzier (Rawyl) bouge, comme tous les barrages d'ailleurs, qui font un petit mouvement vers l'aval au remplissage et un petit mouvement vers l'amont au vidage. Seulement le Rawyl est trop «turbulent», il bouge trop. Il a perdu 5 cm par basses eaux: c'est anormal (on considère 2 à 3 cm comme normal).

Quelles sont les raisons de ce mouvement? Pour l'instant, elles ne sont pas établies, supputant qu'il pourrait y avoir une relation entre le comportement anormal du barrage et les travaux de la galerie de sondage réalisés en vue du percement du tunnel du Rawyl, le Service fédéral des routes et des digues a ordonné l'interruption des travaux, au début avril.

En ce moment, les spécialistes sont toujours sur le terrain, effectuant des mesures qui devraient permettre d'établir clairement les causes de cet anormal rétrécissement du mur. Pendant ce temps, le Zeuzier demeure vide et risque bien de ne pas être rempli, cette année encore.

En effet, les résultats des mesures ne devraient pas tomber avant fin juillet. Or, on sait que, dès la mi-août, les débits d'eaux approvisionnant les lacs artificiels décroissent fortement. Il ne sera donc plus rentable, à ce moment-là, de procéder au remplissage.

Où en sont les mesures?

«Nous en sommes, maintenant, au stade des mesures complémentaires et affinées qui viennent de débuter», explique M. Parvex, directeur des Services industriels de Sion qui s'occupe de l'administration et de la gestion de la société exploitante «Electricité de la Lienne S.A.». Les études planimétriques (par le système du pendule) et trigonométriques ne donnent qu'une mesure relative des mouvements. Elles ne permettent pas de déterminer où le barrage bouge et comment. D'où la nécessité de mesures plus sophistiquées par l'inclinomètre, instrument placé dans le rocher.

Cette opération a débuté lundi passé et durera jusqu'à mi-juin. Des foreuses sont au travail pour creuser le trou dans lequel ces instruments de mesure seront logés. Il faudra, ensuite, un certain temps d'observation pour arriver à des résultats précis qui fonderont le verdict des trois experts fédéraux.

Verdict attendu avec l'impatience que l'on imagine. Ces trois hommes prendront une décision lourde de conséquence et pour le Zeuzier et pour le tunnel du Rawyl. Au sujet des travaux de forage, précisons qu'ils sont exécutés 578 m plus bas que la côte du barrage et, surtout, à 1,5 km, en diagonale du lac artificiel.

On turbine au fil de l'eau

Le barrage est «en cale sèche», mais l'exploitation doit pouvoir se poursuivre. Pour cela, on a curé le lit de la rivière et on turbine au fil de l'eau. Cela signifie que l'on fabrique des kilowatt-heures d'été au lieu d'hiver. En ce moment, en effet, au lieu de stocker dans le barrage les eaux qui seront «turbinées» durant l'hiver, on est obligé d'utiliser cette eau directement et l'on sera sans réserve pour la saison froide. Cela entraînera des pertes financières importantes, surtout si l'on sait que les frais d'exploitation annuels s'élèvent à près de 10 millions de francs.

Cela dit, il est bien évident que la sécurité doit passer avant toute autre considération. Le Valais est habitué au danger constant des barrages suspendus au sommet des vallées. Mais, il n'ose imaginer un accident. Jean-Michel Bonvin

«La Suisse», Genève, le 26 mai 1979

Unverhältnismässig und überflüssig

sda. Eine Verstaatlichung der Atomenergie wäre nach Ansicht des Bundesrates ein unverhältnismässiger Eingriff in unser gegenwärtiges System und zudem überflüssig. Die Landesregierung beantragt deshalb dem Parlament im schriftlichen Verfahren, eine entsprechende Motion von Nationalrat Jean Vincent (pda, Genf) abzulehnen.

Der Bundesrat erklärt, die öffentliche Hand sei an den Elektrizitätswerken der Schweiz gegenwärtig schon mit über 75 % beteiligt. Aus dieser Sicht sei eine formelle Verstaatlichung der Kernindustrie unnötig. Sie würde ausserdem die Zusammenarbeit mit den weitgehend privatwirtschaftlich organisierten hydraulischen Werken, die für die Stromversorgung in der Schweiz von grösster Bedeutung sei, komplizieren. Die allgemeine Energieversorgung der Schweiz beruhe nach wie vor grundsätzlich auf dem Prinzip der freien Marktwirtschaft, das sich im grossen und ganzen gut bewährt habe. Die Verstaatlichung eines einzelnen Energieträgers, der ausserdem gesamtschweizerisch quantitativ nicht die entscheidende Bedeutung habe, wäre ein unverhältnismässiger Eingriff in unser gegenwärtiges System. Daran vermöge auch die laufende Diskussion um A-Werke nichts zu ändern.

Der Bundesrat erinnert ferner daran, er habe in seiner Botschaft zum Atomgesetz von 1958 sowohl das Staatsmonopol mit ausschliesslicher Befugnis des Bundes zur friedlichen Verwendung der Atomenergie als auch das Konzessionssystem, bei dem das Recht zur Ausnutzung der Atomenergie an sich ebenfalls ausschliesslich dem Bund zustände, aber zur Ausübung bestimmten, dem Bund geeignet erscheinenden Konzessionären übertragen werden könnte, abgelehnt. Diese Haltung gelte noch heute.

«Der Bund», Bern, 30. Mai 1979

Warnung vor Niedrigwasser

Ja früher ..., da waren Grossprojekte noch problemlos, da hat man ökologische Gutachten immer erst hinterher gemacht ...

Beispiel 1: Um 1800 hat man den Hochrhein für die Schiffahrt korrigiert. Wegen schnellerem Durchfluss senkte sich darauf das Flussbett um mehrere Meter. In der Folge sank auch der Grundwasserspiegel. Noch in 5 km seitlicher Entfernung liegt er heute etwa 3 m tiefer als früher. Die Folge: absterbende Flussauen. Da diese keine Feuchtigkeit mehr verdunsten, trocknet das Tal aus. Eine Dornbuschvegetation «ersetzt» heute die fruchtbaren Wiesen.

Beispiel 2: Ein Ökologe untersucht die Anzahl Insekten, die ober- und unterhalb eines amerikanischen Kraftwerkes auf der Wasseroberfläche leben. Unterhalb des Wiedereintrittstollens findet er viel weniger Arten, die dort auch dünner gesät sind. Offenbar können sich nur wenige Insekten an die abrupten Wasserstandsänderungen anpassen – und die Fische finden dort weniger Futter.

Beispiel 3: Den Bootsfahrern, die auf dem Coloradofluss Wildwasserfahrten mit Touristen durchführen, ist aufgefallen, dass die Stromschnellen dort immer gefährlicher werden. Eine kleine Untersuchung hat darauf gezeigt, dass die Stromschnellen nicht mehr auf natürliche Weise «herausgeputzt» werden, seit die Hochwasserspitzen in den Staubecken bleiben.

Aus Schaden könnte man eigentlich klüger werden. Wir könnten uns zum Beispiel fragen, was mit den Uferauen zwischen Tavanasa und Ilanz geschieht, wenn der Rhein im Stollen fliesst, ob es vielleicht den Fischen unterhalb von Ilanz I und II nicht mehr so prächtig gehen wird, ob das Versamertobel für Kanufahrer praktisch unpassierbar wird. Wir könnten uns fragen, ob es für die Panixeralp nicht günstigere Nutzungsmöglichkeiten gibt, als sie unter Wasser zu setzen. Bei einem ähnlichen Projekt im Skagit-Tal bei Vancouver hat man sich diese Frage gestellt. Dort ist die Regierung zum Schluss gekommen, dass Wasserzinsen langfristig weniger einbringen als die Nutzung des Tales als Erholungsraum.

Doch die Bündner Regierung ist gegen ein ökologisches Gutachten. Auch die Vertreter der Konzessionsgemeinden wollen über die Köpfe von betroffenen Mitbürgern hinweg das Projekt Ilanz I und II «durchziehen»: Sie «erwarten, dass sie die Fragen der Fischerei sowie des Natur- und Umweltschutzes in bester Zusammenarbeit mit der Bündner Regierung und mit den Beliehenen lösen können» («BZ» vom 6. April).

Reichen diese Fragen nicht etwas tiefer? Schon vor fünf Jahren hat beispielsweise Ian Nissbet, ein Wasserfachmann, erkannt: «Hydroelektrizität ist langfristig keine unerschöpfliche, erneuerbare Energiequelle». Denn es dauert einige Jahrzehnte bis höchstens ein paar hundert Jahre, bis sich ein Stausee völlig mit Sedimenten und Geröll aufgefüllt hat. Wir sollten deshalb den leeren Raum in einem Tal als kostbare Energiereserve betrachten – ganz abgesehen davon, dass unverbaute Täler und Flüsse langsam «Seltenheitswert» bekommen. Bernhard Wehrli

«Bündner Zeitung», Chur, 7. Juni 1979